



Briefing de Bruxelles sur le développement n° 60

L'avenir de l'alimentation et de la transformation agricole

Organisateurs : CTA, Secrétariat ACP, Commission européenne/DG DEVCO et Concord

Mercredi 26 février 2020, 9h-13h

Secrétariat ACP, Avenue Georges Henri 451, 1200 Bruxelles, Salle C

<http://bruxellesbriefings.net>

NOTE DE CADRAGE

1. Contexte : vers des systèmes alimentaires durables

L'ensemble du système alimentaire est influencé par divers facteurs et tendances externes liés à la population, à la richesse, aux préférences des consommateurs, aux développements technologiques, aux marchés, aux aspects environnementaux et à la politique. 736 millions de personnes, soit 10 % de la population mondiale, vivent dans la pauvreté extrême (FAO). Parmi celles-ci, 80 % habitent dans les zones rurales. S'y ajoutent 76 % de personnes en situation de pauvreté modérée. On observe une étroite corrélation entre la pauvreté extrême et la famine, qui touchait toujours 821 millions de personnes en 2018. L'agriculture est le principal fournisseur d'emplois pour les populations pauvres. Elle représente 76,3 % des emplois des personnes en situation de pauvreté extrême et 60,7 % pour celles qui vivent dans une pauvreté dite modérée.¹ La plupart de ces personnes pratiquent l'agriculture de subsistance ou de semi-subsistance et sont confrontées à des obstacles qui les empêchent de se lancer dans des activités agricoles plus rémunératrices.²

Le développement agricole durable est l'un des outils les plus susceptibles de contribuer à l'éradication de la pauvreté extrême et à une prospérité partagée. Une croissance durable et inclusive dans le secteur agricole et alimentaire crée des emplois dans les exploitations agricoles et sur l'ensemble de la chaîne de production et la chaîne de consommation, « de la ferme à l'assiette ». La population mondiale devrait atteindre neuf milliards d'habitants d'ici à 2050, entraînant une hausse d'au moins 20 % de la demande alimentaire mondiale ces 15 prochaines années, en particulier en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Asie de l'Est.³ Le développement pourrait largement être stimulé par des mesures visant à améliorer la productivité agricole au niveau des exploitations, surtout pour les cultures de base. Il s'agirait notamment de garantir la propriété foncière, un meilleur accès aux marchés et au financement, des choix de cultures plus judicieux, une utilisation des engrais plus efficace et renforcée, une meilleure irrigation, et la diffusion et l'adoption de nouvelles technologies. Il faudrait également organiser des formations ciblées afin d'aider les petits exploitants à tirer parti des connaissances et des pratiques de pointe spécifiques aux régions et aux produits.⁴

Une transformation approfondie s'impose afin de mettre en place des systèmes alimentaires inclusifs, efficaces, durables, nutritifs et sains, propices à la réalisation des ODD. Nous devons radicalement changer la manière dont les aliments sont produits, notamment à travers les pratiques agroindustrielles et de plus de 500 millions de petits exploitants, ainsi que la manière dont 7,7 milliards de personnes consomment la nourriture. Bon nombre d'obstacles, y compris financiers, culturels et liés aux mentalités, empêchent les parties prenantes de mettre en œuvre ces changements nécessaires. Par conséquent, pour arriver à une évolution à grande échelle, nous devons créer des mesures d'incitation bénéfiques aux acteurs du système alimentaire.⁵

¹ Castañeda *et al*, 2016. [Who Are the Poor in the Developing World?](#) 2016.

² Woodhill, J., Hasnain, S. et Griffith, A. 2020. [Farmers and food systems: What future for small-scale agriculture?](#) Environmental Change Institute, University of Oxford, Oxford.

³ [Enabling the business of agriculture](#). Banque mondiale. 2017.

⁴ Banque mondiale. Global economic prospects. Slow Growth, Policy challenges. Janvier 2020.

⁵ Forum économique mondial, en collaboration avec McKinsey & Company. [Incentivizing Food Systems Transformation](#). Janvier 2020.

L'alimentation porte une lourde empreinte écologique, des émissions de carbone à la consommation d'eau potable. Cette empreinte doit être allégée afin de mettre en place un système alimentaire mondial durable (l'agriculture étant le plus grand consommateur d'eau au monde, notamment à travers l'irrigation, l'arrosage, la production d'aliments pour le bétail et l'aquaculture). Le changement climatique affectera le commerce en influant sur les prix et sur les chaînes d'approvisionnement. La rareté de l'eau augmentera également. Elle touche déjà un quart de la population mondiale.⁶

Dans bon nombre de pays africains, les zones rurales connaissent des processus de transformation évidents, emmenés par des dynamiques telles que la croissance démographique, l'urbanisation et une plus grande mobilité. La relation entre zones rurales et urbaines évolue et les villes de campagne et les bourgades de plus petite taille peuvent contribuer à la revitalisation des zones rurales puisqu'elles peuvent faire ici office de marchés centralisés et de fournisseurs de services de base. Le renforcement des liens ruraux-urbains en termes d'infrastructures, de transports, d'accès aux marchés et d'échange d'informations, d'idées et d'innovations peut catalyser le développement économique dans les zones rurales et ouvrir des perspectives futures pour la population de ces régions, en particulier les jeunes.⁷

La productivité agricole pourrait également être améliorée en garantissant l'égalité d'accès aux ressources entre les femmes et les hommes. Si les femmes représentent en moyenne 43 % de la main-d'œuvre agricole des pays en développement (FAO), elles pâtissent d'un accès inégal aux terres et aux intrants agricoles. Cela affecte leur productivité, leur accès au crédit, la propriété des terres, l'utilisation d'engrais et de semences, ainsi que la disponibilité de main-d'œuvre.

Le financement sera sans aucun doute que l'un des défis majeurs vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Face au recul de l'aide publique au développement (APD), le secteur privé est en première ligne et il faudra absolument mobiliser des ressources nationales.⁸

2. Vers une sécurité alimentaire et nutritionnelle

La FAO estime que pour réaliser l'ODD 2 (faim zéro) et répondre aux besoins nutritionnels des plus de neuf milliards d'habitants que comptera la planète d'ici à 2050, la production alimentaire devra augmenter de 70 % dans un scénario inchangé.⁹ Cependant, on s'accorde de plus en plus pour affirmer que bien plus qu'en produisant davantage, c'est en satisfaisant la demande grandissante sans exercer de pression supplémentaire sur les ressources naturelles qu'on alimentera le monde de manière durable.

Les bonnes pratiques appelleront de nouvelles approches agricoles durables, focalisées non seulement sur de meilleurs rendements agricoles, mais également sur un accès élargi à la nourriture, tout en préservant les ressources et en réduisant l'impact environnemental de l'agriculture, en particulier la production de GES. Les bonnes pratiques en matière de durabilité alimentaire revêtent de nombreux aspects, de la conservation de l'eau au maintien de la santé du sol, en passant par la promotion de la biodiversité et l'amélioration des rendements et des revenus des petits agriculteurs, sans oublier une meilleure nutrition. Les stratégies d'adaptation et d'atténuation du changement climatique seront essentielles.

Il convient de faire face aux défis complexes en matière de nutrition, liés à l'insuffisance d'accès aux vitamines et aux minéraux, ainsi qu'à la mauvaise qualité des régimes alimentaires qui est à l'origine de l'actuelle épidémie d'obésité.¹⁰ Alors que la richesse augmente sur les marchés

⁶ Rapport économique mondial. [The global risk report 2020](#). Insight Report 15th Edition, en partenariat avec Marsh & McLennan et Zurich Insurance Group. GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). [Rapport spécial sur le changement climatique et l'utilisation des terres](#). 2019. Institut des ressources mondiales. 2019.

⁷ Briefing de Bruxelles sur le développement n° 48, intitulé « [Renforcer les moyens de subsistance en milieu rural face à l'urbanisation rapide en Afrique](#) » et Briefing n° 50, intitulé « [Produire de la nourriture dans les villes : Succès et nouvelles opportunités](#) ».

⁸ Foresight Africa. Top priorities for the continent 2020-2030. Africa Growth Initiative. Brookings.

⁹ FAO. [The future of food and agriculture. Trends and challenges](#). 2017.

¹⁰ L'OMS estime que les maladies non transmissibles, telles que le diabète et les maladies cardiovasculaires représentent des pertes économiques annuelles de 25 USD par personne dans les pays à revenu faible, 50 USD dans les pays situés dans la tranche inférieure des pays à revenus moyens et 139 USD dans les pays de la

émergents, la demande de nourriture de meilleure qualité, intensive en ressources, s'affiche également en hausse. Les défis liés à la nutrition vont donc de la lutte contre l'obésité à la réduction de la malnutrition, en passant par un meilleur accès aux vitamines et aux minéraux. Étant donné que les choix alimentaires des consommateurs ont un impact sur la durabilité environnementale de notre alimentation, il convient de faire en sorte de décourager des modèles de consommation peu sains et de promouvoir de nouveaux programmes éducatifs. Les décideurs politiques doivent introduire des mesures réglementaires (nouvelles étiquettes alimentaires et obligation pour les entreprises de supprimer ou de taxer certains ingrédients alimentaires, tels que le sel et le sucre en excès ou de taxer les aliments transformés) et faciliter l'information (sensibilisation, étiquetage et campagnes de santé publique).

Répondre à la demande alimentaire croissante des populations urbaines ouvre de larges perspectives pour les petits producteurs commerciaux. Afin de lutter contre la pauvreté des agriculteurs ruraux et artisanaux, il faudra dégager des solutions de subsistance qui ne seront pas uniquement basées sur l'agriculture.

Un développement économique rural fondé sur l'agriculture paysanne et les systèmes alimentaires est essentiel à la création d'économies rurales dynamiques, au-delà des seules exploitations. Cela permettra de créer de nouvelles pistes pour l'emploi et les revenus et d'endiguer l'accélération de l'exode rural vers les grandes villes.

Des mécanismes politiques plus efficaces et différenciés sont nécessaires afin de faire face à la dualité de l'agriculture artisanale. D'un côté, il faut investir pour contribuer à optimiser l'efficacité, la compétitivité et la durabilité de l'agriculture artisanale commerciale. De l'autre, des stratégies ciblées doivent être mises en place afin de soutenir ceux qui sont prisonniers de la pauvreté rurale ou qui effectuent la transition vers l'emploi alternatif.¹¹

3. Promouvoir le commerce et le développement de chaînes de valeur inclusives

Le potentiel immense du lien entre commerce, intégration et développement est avéré pour la croissance durable et la réduction de la pauvreté. Ce lien permet d'améliorer le bien-être des producteurs et des consommateurs, à condition que les gouvernements puissent élaborer et mettre en œuvre des politiques à cette fin. Le commerce est un facteur majeur de transformation économique et d'amélioration du niveau de vie au sein des pays. Pour les États africains, le commerce de produits agricoles pourrait susciter une nette augmentation des revenus des agriculteurs, des transformateurs et des autres acteurs de la chaîne de valeur agricole. Renforcer la capacité des pays à participer au commerce régional et mondial permet d'améliorer le bien-être des consommateurs, d'augmenter les revenus des agriculteurs, de renforcer la résilience des marchés alimentaires et, au final, de contribuer à stimuler la croissance économique et à réduire la pauvreté.

Si le commerce interrégional demeure limité en Afrique par rapport à d'autres régions du monde, il présente un fort potentiel d'expansion à travers une plus grande implication du secteur privé sur les marchés régionaux, en particulier dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA).¹² Afin de maximiser les gains potentiels de productivité de cette zone, les infrastructures doivent être étendues, le capital humain doit être développé, la gouvernance et le climat commercial doivent être améliorés et des mesures propices au financement et au commerce doivent être mises en œuvre.¹³ Face à la facture des

tranche supérieure des pays à revenus moyens. De plus, les coûts des soins de santé associés à ces maladies exercent une pression grandissante sur les finances publiques. En effet, les régimes alimentaires font partie des facteurs de risque de ces maladies.

¹¹ Woodhill, J., Hasnain, S. et Griffith, A. 2020. [Farmers and food systems: What future for smallscale agriculture?](#) Environmental Change Institute, University of Oxford, Oxford.

¹² Badiane, Ousmane, contr. ; Odjo, Sunday P., contr. ; et Collins, Julia, contr. 2018. [Africa Agriculture Trade Monitor Report 2018](#). Washington, DC : IFPRI et Bouët, Antoine et Odjo, Sunday P. (contr.). 2019. [Africa agriculture trade monitor 2019](#). Washington, DC : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

¹³ Augustin Kwasi Fosu et Abdul Fatawu Abass, 2019. « Domestic Credit and Export Diversification : Africa from a Global Perspective », document de travail 201924, Université de Pretoria, faculté d'économie.

importations alimentaires¹⁴, aux changements démographiques, aux immenses opportunités offertes par les marchés urbains sur le continent, sans oublier le potentiel de production énorme de l'agriculture africaine, il est évident que le commerce intra-africain et intrarégional ouvre de vastes perspectives et doit être exploité.

Pour remédier à la nature informelle des marchés, plus importante encore en Afrique subsaharienne, il y a lieu d'élaborer des politiques pour exploiter le potentiel des entreprises informelles. Cela implique d'améliorer les compétences des travailleurs et de garantir un meilleur accès aux intrants et aux ressources telles que les services financiers, la connectivité des transports et des communications, les services de santé, les droits fonciers et de propriété et les marchés de produits.¹⁵ Des réformes réglementaires et institutionnelles visant à renforcer la confiance dans les institutions publiques peuvent inciter les entreprises à abandonner peu à peu le marché informel. Des politiques ciblant directement les jeunes peuvent améliorer les perspectives de la main-d'œuvre future et contribuer à lutter contre le chômage dans cette tranche de la population.¹⁶

Les consommateurs veulent plus d'information et de traçabilité. Ils veulent savoir d'où vient leur nourriture, comment elle a été cultivée et son degré de sécurité sanitaire et de durabilité. Ils veulent mieux comprendre les aspects environnementaux, économiques, sanitaires et sociaux de la production agricole. La sécurité sanitaire (aliments contaminés) des aliments et la fraude alimentaire les préoccupent également.¹⁷

Des normes plus strictes ont un impact sur les petits agriculteurs, qui bien souvent ne peuvent les respecter et n'ont pas accès aux innovations technologiques (à ce propos, les technologies de registre distribué, telles que la blockchain et les capteurs, pourraient contribuer à répondre à la demande de transparence des consommateurs et soutenir les efforts des gouvernements en faveur de la protection des citoyens contre les fraudes¹⁸).

4. Promouvoir de nouvelles compétences pour faire émerger une nouvelle génération d'agriculteurs

Les politiques rurales devraient accorder la priorité au nécessaire renouvellement des générations dans le secteur agricole. L'urbanisation et les modes de vie urbains s'accompagnent d'un changement d'habitudes alimentaires, au-delà des frontières des villes et des villages. La consommation de fruits et de légumes et d'aliments transformés augmente, alors que celle de céréales et de pousses diminue. Autre tendance généralisée dans l'ensemble des tranches de revenus : l'aspect pratique, comme le reflète la forte demande de nourriture transformée et préparée, ainsi que le développement du street food. L'économie alimentaire connaît une évolution rapide de la transformation, de l'emballage, de la distribution et de la vente au détail. Ces changements ouvrent de nouvelles perspectives d'ajout de valeur

¹⁴ Entre 2001 et 2014, les importations alimentaires totales du sous-continent ont augmenté, de 6 à 45 milliards USD. Thomas S. Jayne, Felix Kwame Yeboah et Carla Henry. [The future of work in African agriculture : Trends and drivers of change](#). OIT Département de recherche. Document de travail n° 25. Décembre 2017.

Selon la [Banque africaine de développement](#), le continent dépense jusqu'à 35 milliards USD par an en importations alimentaires, montant qui devrait atteindre 110 milliards USD d'ici à 2025.

¹⁵ Cassim, A., Lilenstein, K., Oosthuizen, M. et Steenkamp, F. (2016). [Informality and inclusive growth in Sub-Saharan Africa](#). Document de travail 201602 de l'Unité de recherche sur les politiques de développement. DPRU, Université de Cape Town.

¹⁶ Choi, Jieun ; Dutz, Mark ; Usman, Zainab. 2019. The future of work in Africa : Harnessing the Potential of Digital Technologies for All. Washington, DC : Banque mondiale.

¹⁷ L'Organisation mondiale de la santé estime que 600 millions de personnes — soit presque une sur dix — tombent malade et 420 000 décèdent chaque année à cause d'aliments contaminés. On estime que le coût annuel de la fraude alimentaire s'élève à entre 30 et 40 milliards USD PWC. [Food Fraud Vulnerability Assessment and Mitigation](#). 2016.

¹⁸ CTA. [Opportunities of Blockchain for Agriculture](#). Chris Addison, expert senior Data4Ag ; Isolina Boto, directrice, CTA ; Thomas Heinen, conseiller en communication et en numérisation, GIZ ; Ken Lohento, CTA Innovation with a Purpose : Improving Traceability in Food Value Chains through Technology Innovations, Forum économique mondial, 2019.

et de création d'emplois, de plus en plus observables dans les segments de la chaîne de valeur qui se trouvent en dehors des exploitations agricoles.¹⁹

L'Afrique subsaharienne compte la population la plus jeune à la croissance la plus rapide au monde, ce qui nécessitera l'acquisition de nouvelles capacités. On prévoit que la population jeune du continent doublera pour atteindre plus de 830 millions d'ici à 2050. Entre 10 et 12 millions de jeunes intègrent la main-d'œuvre chaque année. Or, seuls 3,1 millions d'emplois sont créés.²⁰ L'agriculture et l'économie informelle devront absorber une grande part de ces nouveaux travailleurs.²¹

On s'accorde de plus en plus pour affirmer que l'agriculture productive du futur sera intensive en connaissances et en technologies, et nécessitera des compétences techniques, commerciales et de gestion bien plus étendues que celles que les systèmes d'éducation et de formation africains développent actuellement. Les gouvernements africains devront donc investir dans le développement de l'éducation et des compétences, notamment dans le domaine du numérique, afin de renforcer la productivité et d'explorer des opportunités commerciales sur des marchés – et avec des produits – plus sophistiqués.

Les technologies peuvent fournir des outils permettant de gagner du temps et d'améliorer l'efficacité. Les nouvelles technologies et services numériques ont déjà un impact considérable sur la manière de produire, de transformer, de commercialiser, d'échanger et de consommer la nourriture sur le continent. Le positionnement des pays africains pour exploiter et déployer les technologies numériques déterminera également la compétitivité future de l'agriculture africaine et la contribution du secteur aux économies du continent.²² La pénétration du marché rural et la numérisation des chaînes de valeur agricoles sont une priorité pour un nombre croissant de fournisseurs d'argent mobile.²³

Les innovations technologiques sont propices à la transformation du système alimentaire mondial et améliorent la sécurité, l'efficacité et la durabilité de l'alimentation et de l'approvisionnement alimentaire. Cependant, si l'on se contente d'appliquer les nouvelles technologies à des fins de traçabilité au sein des systèmes alimentaires, les petits acteurs de la chaîne de valeur peuvent se retrouver exclus, ce qui creusera le fossé numérique et les différences entre les zones rurales et urbaines. L'impact potentiel sera donc nettement plus rapide et amplifié à travers une collaboration axée sur un modèle économique inclusif, favorisant des infrastructures technologiques, l'harmonisation des normes et une formation et un soutien dignes de ce nom tout au long de la chaîne de valeur.²⁴

5. Faire face aux effets du changement climatique

Le changement climatique affectera le développement humain à divers niveaux, au-delà des mauvaises récoltes et des catastrophes naturelles. Des centaines de millions de personnes supplémentaires pourraient être exposées à des chaleurs mortelles d'ici à 2050, et la portée géographique des vecteurs de maladies pourrait évoluer et s'étendre. Le changement climatique frappera d'abord de plein fouet les tropiques, zone dans laquelle bon nombre de pays en développement sont situés. Pourtant, les pays en développement et les communautés pauvres sont moins en mesure que leurs homologues plus riches de s'adapter au changement climatique et aux événements météorologiques graves.²⁵ Par ailleurs, les sécheresses s'accompagnent souvent de conflits violents à long terme dans des régions à faibles revenus, où des groupes ethniquement ou politiquement exclus dépendent de l'agriculture. La fréquence

¹⁹ Allen, T., P. Heinrigs et I. Heo (2018), « [Agriculture, Food and Jobs in West Africa](#) », *West African Papers*, n° 14, OECD Publishing, Paris.

²⁰ Banque africaine de développement Jobs for Youth in Africa. 2016

²¹ Thomas S. Jayne, Felix Kwame Yeboah et Carla Henry. [The future of work in African agriculture : Trends and drivers of change](#). OIT Département de recherche. Document de travail n° 25. Décembre 2017.

²² Mamo Panel. [Byte by Byte : Policy Innovation for Transforming Africa's Food System with Digital Technologies](#). 2019.

²³ GSMA. [2018 State of the Industry Report on Mobile Money](#).

²⁴ Innovation with a Purpose : Improving Traceability in Food Value Chains through Technology Innovations. Forum économique mondial en collaboration avec McKinsey & Company Janvier 2019. http://www3.weforum.org/docs/WEF_Traceability_in_food_value_chains_Digital.pdf

²⁵ PNUD - Rapport sur le développement humain, 2019 [Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent: les inégalités de développement humain au XXI^e siècle](#).

des inondations devrait doubler pour toucher 450 millions de personnes supplémentaires dans les zones vulnérables. Le changement climatique alourdira également la pression liée à la sécheresse dans les régions arides et semi-arides, où les concentrations de populations pauvres et marginalisées sont importantes. Dans plusieurs pays d'Asie et d'Afrique australe et de l'Ouest, les populations pauvres devraient être davantage exposées aux sécheresses dans les scénarios d'augmentation de température de plus de 1,5°C. Les populations défavorisées des zones rurales des pays pauvres seront doublement frappées par le changement climatique : elles subiront à la fois le choc négatif sur leurs moyens de subsistance et des flambées de prix dues aux chutes des rendements mondiaux.

En octobre 2018, le nouveau rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat de l'ONU lançait un message alarmant : le monde ressentira les effets du changement climatique bien plus tôt qu'on le pensait à l'origine. Afin de limiter le réchauffement climatique et d'éviter ses effets négatifs, il faut apporter des changements rapides et profonds sans précédent dans tous les aspects de la société. Dans la mesure où on estime que les activités agricoles représentent jusqu'à 30 % des gaz à effet de serre mondiaux (GES), il faut notamment garantir la durabilité du système alimentaire mondial.

La population, l'urbanisation et l'augmentation des revenus par tête ont tendance à entraîner à la hausse la demande d'aliments d'origine animale. Entre 2000 et 2014, la production mondiale de viande a augmenté de 39 %, et celle de lait, de ??? %. La FAO estime qu'à l'horizon 2030, la production de viande aura augmenté de 19 % supplémentaires par rapport à 2015-2017, augmentation concentrée presque exclusivement dans les pays en développement. La production de lait devrait croître de 33 % sur la même période.²⁶ On estime que les changements de régimes alimentaires pourraient ralentir la croissance des émissions de gaz à effet de serre liées à l'alimentation de 29 à 70 % d'ici à 2050.²⁷ Par tête, ces émissions pourraient chuter deux fois plus dans les pays riches que dans les pays pauvres, ce qui réduirait l'écart en équivalents CO₂ entre ces deux groupes.²⁸ Il faudrait avant tout diminuer la consommation de viande rouge.

Des avancées technologiques (telles que les protéines animales de synthèse, les nouvelles alternatives végétales à la viande, etc.) pourraient limiter les dégâts environnementaux.

Il est possible de réduire les pertes et de minimiser l'empreinte environnementale de la production alimentaire tout en produisant une nourriture nutritive et durable pour tous en pratiquant une intensification durable, ce qui implique d'améliorer les rendements agricoles tout en conservant les ressources naturelles et en diminuant la pollution et les émissions de GES. De nouvelles technologies telles que les capteurs dans le sol et la surveillance satellitaire peuvent y contribuer, en améliorant l'efficacité de l'utilisation des ressources grâce à l'agriculture de précision. On reconnaît de plus en plus le fort potentiel de l'agriculture traditionnelle et des pratiques agroécologiques. Les pratiques traditionnelles comme l'agriculture sans ou à faible labour, qui ne perturbent pas le sol — et qui améliorent la rétention de l'eau, des matières organiques et des nutriments — sont également considérées comme une méthode agricole durable.²⁹

Lutter contre le gaspillage alimentaires et promouvoir une économie circulaire

Étant donné qu'environ un tiers de la nourriture mondiale est perdue ou jetée, il faut absolument lutter contre le gaspillage alimentaire des consommateurs et les pertes post-récolte. De nouveaux modèles de consommation et l'utilisation de technologies numériques peuvent réduire les déchets et les pertes en fin de chaîne et sensibiliser et informer les consommateurs. L'investissement dans les infrastructures (routes, énergie, infrastructures de stockage, chaîne du froid) limitera les pertes alimentaires au niveau des exploitations agricoles, qui sont notamment importantes en Afrique subsaharienne, où les produits n'atteignent pas toujours les

²⁶ PNUD - Rapport sur le développement humain, 2019 [Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent: les inégalités de développement humain au XXI^e siècle](#)

²⁷ Springmann et autres. [Global and regional health effects of future food production under climate change : a modelling study](#). The Lancet. 2016.

²⁸ *ibid*

²⁹ Briefing de Bruxelles sur le développement n° 59 [L'agroécologie au service des systèmes alimentaires durables](#). Janvier 2020.

marchés. La formation des agriculteurs aux bonnes pratiques de récolte et d'entreposage demeure une nécessité.

De plus, sur les marchés de consommation, tout est mis en œuvre, d'un étiquetage alimentaire efficace aux programmes éducatifs de sensibilisation et aux dons alimentaires, afin de prévenir le gaspillage de nourriture comestible.³⁰ Grâce à « l'emballage intelligent » (balises RFID à capteurs), les déchets alimentaires peuvent être transformés en énergie (adoption à grande échelle de digesteurs de biogaz), ouvrant des perspectives d'affaires pour les entreprises.

6. Perspectives d'avenir

En vue d'atteindre les ODD de l'ONU d'ici à 2030, il faut de toute urgence transformer nos systèmes alimentaires afin de leur permettre de nourrir une population grandissante, de prévenir la diminution des ressources naturelles et de réduire les émissions de GES. Il faut agir immédiatement pour transformer la production, l'accès, la valorisation et la consommation de nourriture.

Une approche plus complète et plurisectorielle de la durabilité doit être adoptée au sein du système alimentaire et il faut soutenir des approches et des pratiques innovantes en impliquant l'ensemble des acteurs de la chaîne d'approvisionnement.

Afin de susciter une évolution drastique des comportements, les mesures d'incitation adaptées doivent être comprises et identifiées afin de financer les coûts du changement de comportements tout en atténuant les coûts de la transition et du changement et, peut-être, les coûts économiques actuels. Nous devons également supprimer les mesures d'incitation qui ont l'effet pervers d'empêcher les acteurs du système alimentaire de modifier leur comportement.³¹

L'actuelle vague de progrès technologiques appellera d'autres changements, notamment à travers l'adoption de politiques et législations antitrust plus strictes pour gouverner l'utilisation éthique de données et d'intelligence artificielle. L'accès étendu aux nouvelles technologies à un coût abordable sera un facteur important permettant de combler le fossé numérique.³² Le succès de bon nombre de ces mesures exigera une coopération à l'échelon international.³³

Nous devons transformer les systèmes alimentaires pour les rendre inclusifs, durables, efficaces, sains et conformes aux objectifs de développement durable à l'horizon 2030.³⁴ Le sommet sur les systèmes alimentaires récemment annoncé par l'ONU, qui se tiendra en 2021, fera passer la transformation du système alimentaire au premier plan, en affirmant sa place centrale pour la réalisation de la majorité des ODD.

Objectifs du briefing : Afin d'améliorer le partage d'informations et de promouvoir la mise en réseau, le CTA, la DG DEVCO de la Commission européenne, le Secrétariat ACP et Concord organisent, depuis 2007, des briefings bimestriels sur des questions et des défis clés pour l'agriculture et le développement rural dans le contexte de la coopération ACP-EU.

Groupe cible : Plus de 150 décideurs politiques ACP-UE et des représentants d'États membres de l'UE, des ambassades des pays ACP, de groupes de la société civile, de réseaux de recherche et des praticiens du développement, ainsi que des organisations internationales établies à Bruxelles.

Supports disponibles : Les informations et les commentaires apportés avant, pendant et après les réunions seront publiés sur le site des briefings : <http://brusselsbriefings.net/>. Un rapport succinct et un reader en format papier et électronique seront publiés peu après la réunion.

³⁰ L'UE a reconnu la nécessité de rassembler divers services lorsqu'elle a lancé sa plateforme sur les pertes et le gaspillage alimentaires en 2016. Cette plateforme vise à soutenir diverses institutions de l'Union, ainsi que des experts et autres parties prenantes, à identifier des mesures qui pourraient prévenir le gaspillage alimentaire, à partager les bonnes pratiques et à évaluer les progrès.

³¹ World Economic Forum in collaboration with McKinsey & Company. [Incentivizing Food Systems Transformation](#). January 2020.

³² Accenture. 2017. Digital Fragmentation : Adapt to Succeed in a Fragmented World. Accenture.

³³ PNUD - Rapport sur le développement humain, 2019 [Beyond income, beyond averages, beyond today : Inequalities in human development in the 21st century](#).

³⁴ <https://www.weforum.org/agenda/2019/11/food-systems-agriculture-sustainable-sdgs/>



Briefing de Bruxelles sur le développement n° 60

L'avenir de l'alimentation et de la transformation agricole

Organisateurs : CTA, Secrétariat ACP, Commission européenne/DG DEVCO et Concord

Mercredi 26 février 2020, 9h00-13h00

Secrétariat ACP, Avenue Georges Henri 451, 1200 Bruxelles, Salle C

<http://bruxellesbriefings.net>

PROGRAMME

9h00-9h15 Introduction au Briefing : *Isolina Boto, Manager, Bureau du CTA à Bruxelles et Coordinatrice des Briefings*

Remarques introductives : *Patrick Gomes, Secrétaire général du Groupe ACP ; Leonard Mizzi, Chef de l'unité du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la nutrition d'Europeaid, Commission européenne ; Michael Hailu, Directeur du CTA.*

09h15-11h15 Panel sur le future de l'alimentation et l'agriculture

Panélistes

- Tendances et enjeux critiques à envisager : les systèmes alimentaires en mouvement
Patrick Caron, Co-Président, Foresight4Food; Vice-Président, de l'Université de Montpellier, Cirad
- Stimuler la transformation des systèmes alimentaires à travers l'innovation
Sean de Cleene, Directeur de l'Initiative Food Systems et Membre du Comité exécutif du Forum économique mondial
- Des partenariats pour transformer le système alimentaire mondial
Fabrice DeClerck, Directeur scientifique d'EAT et Scientifique à l'Alliance de Bioversity & CIAT
- Agriculteurs et systèmes alimentaires : quel avenir pour l'agriculture familiale ?
Elizabeth Nsimadala, Présidente de l'Organisation panafricaine des Agriculteurs
- Défis et opportunités agroalimentaires pour les petits États insulaires en Développement
Len Ishmael, Conseillère, Affaires mondiales, Académie Diplomatique de Bruxelles ; Vrije Universiteit Brussel ; Professeur invité, Université Mohammed VI, Maroc
- Les systèmes alimentaires dirigés par les agriculteurs au cœur de la transformation agricole
Marissa Ryan, Directrice adjointe mondiale du Plaidoyer, Chef d'Oxfam UE

11h15-11h30 Pause café

11h30-12h45 Débat avec les experts et contributions de l'audience

12h45-13h00 Remarques finales

13h00-14h30 Déjeuner